le 15 juin 2007

Communiqué de presse

APRES LES LEGISLATIVES

Il n'y a pas de fatalité de centre-droit

Les résultats des élections du 10 juin sont là : il y a des gagnants et des perdants, et des changements importants dans le paysage politique belge. Mais l'essentiel est de déterminer désormais les priorités auxquelles doit répondre le prochain Gouvernement. Pour le MOC, elles concernent l'emploi, la justice fiscale, la sécurité sociale et le défi environnemental. Le MOC estime que pour y répondre de la manière la plus cohérente et la plus efficace possible, la proximité des programmes doit l'emporter sur les petits jeux tactiques et la soif de pouvoir.

Dans le Sud du pays, le Parti Socialiste a été sanctionné, mais pas sur son projet politique : il est d'abord victime du manque d'éthique de certains de ses membres. Il subit aussi, comme probablement le SPa en Flandre, l'usure du pouvoir et, surtout, une certaine évolution Blairiste qui l'a amené à imposer le plan « de contrôle » des chômeurs et le Pacte des Générations. ECOLO a gagné parce qu'il a défendu des idées de fond, progressistes, et qu'il a mis en évidence la question du développement durable et le défi climatique. Pour le Mouvement Ouvrier Chrétien, le projet de société solidaire et progressiste qui est au programme de ces deux partis, et dont celui du cdH est proche, reste majoritaire en Wallonie et à Bruxelles : s'il y a déplacement du centre de gravité, c'est entre le PS et le MR, ce n'est pas entre la gauche et la droite.

Le succès électoral du Mouvement Réformateur ne signifie pas que son modèle de société l'emporte. Ensemble, socialistes, écologistes et humanistes comptabilisent 38 élus à la chambre contre 23 élus pour les réformateurs. Le projet de gauche reste nettement majoritaire en Région wallonne et en Communauté française.

Au Nord du pays, certains disent que la droite s'impose clairement, avec le recul du SPa et le succès de la liste De Decker, populiste de droite. Pour autant, il est excessif de dire que la Flandre aurait totalement basculé à droite: l'Open VLD, qui est le parti du libéralisme par excellence en Flandre, connaît aussi un sérieux revers, plus important d'ailleurs que celui du PS (tous deux à 25 sièges en 2003, l'OpenVLD en perd 7 et le PS en perd 5 ; ce qui résulte d'un recul du nombre d'électeurs de 3,53% pour le VLD et de 2,16% pour le PS). Et si le CD&V a gagné, c'est aussi, comme l'a bien indiqué l'ACW (MOC néerlandophone), en raison d'un programme social et économique basé sur la solidarité et la redistribution des richesses.

Le scrutin de ce dimanche ne condamne donc pas le pays au libéralisme et à la droite.

Une coalition de centre droit ressemblerait à un remake du gouvernement « Martens-Gol », dont on se souvient des effets désastreux sur la sécurité sociale, sur les conditions de vie des catégories les plus fragiles de la population, et plus généralement sur l'ensemble du monde du travail.
Une tripartite traditionnelle risquerait de s'engluer dans une réforme institutionnelle et de nous faire perdre au moins deux ans face aux défis climatiques et aux enjeux socio-économiques. C'est pourtant ces urgences-là qui doivent être rencontrées.
Le MOC estime que c'est une coalition progressiste, arithmétiquement possible, qui sera la mieux à même de le faire.

Thierry JACQUES
Président

Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles
02/246.38.01
www.moc.be

Olivier Lambert
attaché de presse
0476/92.72.34
olivier.lambert@moc.be